

L'Espagne paralysée par la crise catalane

Les blocages autour de la région sous tutelle entravent toute réforme et recomposent la vie politique

MADRID - *correspondance*

Très souvent, Mariano Rajoy demande aux indépendantistes d'en «*finir avec le spectacle*» et de former un gouvernement qui «*respecte l'Etat de droit, la loi et les décisions des tribunaux*», s'ils veulent «*renouer le dialogue*». En réalité, le premier ministre espagnol est encore loin d'avoir surmonté la crise catalane, qui, si elle a perdu de son intensité, plonge plus que jamais l'ensemble de l'Espagne dans une paralysie durable.

Les conséquences du conflit catalan sur la politique espagnole monopolisent les débats, conditionnent les intentions de vote, contaminent le positionnement des partis sur d'autres questions et gèlent des débats brûlants. En 2017, le gouvernement n'a approuvé que 13 lois, dont trois transpositions de directives européennes, une loi de budget et une loi du financement basque. Et aucune réforme majeure. Pis, son agenda politique est conditionné par les décisions judiciaires liées

aux événements catalans, puisque M. Rajoy a, faute de dialogue avec les indépendantistes, délégué aux juges le soin de résoudre la poussée sécessionniste.

Six mois de retard

Très incertaine, l'adoption, avec beaucoup de retard, du budget 2018 illustre ce climat. Les travaux ont débuté avec plus de six mois de délai et sans aucune garantie que la loi de finance soit finalement approuvée au Congrès des députés. Le débat parlementaire aura lieu entre le 24 et le 26 avril. Le vote définitif, un mois plus tard.

Certes, le gouvernement de Mariano Rajoy est parvenu à obtenir le soutien des libéraux de Ciudadanos. Mais il lui manque encore les voix des nationalistes basques du PNV pour compléter sa majorité. Or ces derniers ont posé une condition à leur soutien : la levée de l'article 155 en Catalogne, c'est-à-dire la fin de la mise sous tutelle de la région rebelle. Mardi 10 avril, le président du PNV, Andoni Ortuzar, a plaidé pour que le gouvernement catalan se trouve «*entre les*

mains légitimes des représentants élus par le Parlement [régional] ».

Dans sa quête désespérée de majorité, le PP (Parti populaire) a bien essayé de chercher le soutien des socialistes, en augmentant les dépenses sociales de 2,8 %, de 3 % les minima vieillesse et retraite, de 1,7 % le salaire des fonctionnaires. Il leur a même demandé « cinq voix au hasard » dans l'Hémicycle, mais les socialistes, engagés dans une compétition avec les radicaux de Podemos pour rester le principal parti de gauche, ne veulent pas pâtir d'une nouvelle entente avec la droite.

La tentative de sécession du mois d'octobre a, en effet, provoqué une reconfiguration majeure de l'échiquier politique, avec la montée en flèche du parti libéral et « unioniste » Ciudadanos dans tous les sondages. Connue pour sa fermeté envers les nationalistes catalans, la formation d'Albert Rivera, actuellement quatrième force politique au Parlement, est donnée vainqueur devant le PP par toutes les enquêtes d'opinion des principaux quotidiens espagnols, avec une tendance continue à la hausse. De quoi mettre le PP sur les nerfs. Pour le politologue Pablo Simon, professeur à l'université Carlos-III de Madrid, *« l'Espagne ne sortira pas du blocage politique avant la fin de la législature de Mariano Rajoy, car elle va entrer dans un nouveau cycle électoral avec les européennes, les régionales et municipales en 2019 ».*

De plus, sans interlocuteur en Catalogne, région représentant 19 % du PIB et 16 % de la population, il est impossible de réaliser la

réforme du financement des régions autonomes, exigée par le reste du territoire. Et impossible d'avancer dans la commission de modernisation territoriale, censée préparer le terrain pour une réforme de la Constitution.

Le gouvernement espagnol, paralysé, se contente donc d'attendre, le regard tourné vers la Catalogne. Car pour obtenir la levée de la tutelle mise en place au lendemain de la déclaration d'indépendance de la région, en octobre 2017, la majorité indépendantiste au Parlement catalan doit former un nouveau gouvernement. Cependant, depuis les élections régionales du 21 décembre, la formation Ensemble pour la Catalogne (JxC), la Gauche républicaine (ERC) et les séparatistes d'extrême gauche de la CUP n'arrivent pas à s'accorder sur un candidat à la présidence de la Généralité qui ne soit pas soumis à une restriction de ses libertés par la justice espagnole. Et la nouvelle session d'investiture convoquée par le président du Parlement catalan, Roger Torrent, le 13 avril, ne devrait pas y remédier.

Jordi Sanchez, ex-patron de l'association nationaliste ANC, est de nouveau candidat. C'est le quatrième en quatre mois, après l'interdiction par la justice espagnole des candidatures de l'ex-président catalan Carles Puigdemont, en liberté provisoire en Allemagne, dans l'attente de la possible application du mandat d'arrêt euro-

péen lancé à son encontre par l'Espagne, et de Jordi Sanchez, mais aussi l'échec de la candidature de l'ex-porte-parole du gouvernement catalan, le député Jordi Turull, boycotté par la CUP. « *Les indépendantistes catalans ne sont pas pressés de former un gouvernement*, souligne M. Simon. *Ils savent que le temps joue en leur faveur et contre Madrid, et veulent tirer profit de leur "président légitime" en "exil" pour internationaliser la question catalane.* » ■

SANDRINE MOREL

LE CONTEXTE

ENLISEMENT

Les indépendantistes catalans entendent de nouveau présenter, vendredi 13 avril à Barcelone, la candidature à la présidence de l'exécutif régional de l'ex-président de l'association ANC, Jordi Sanchez, en détention préventive depuis octobre 2017 pour « sédition ». Depuis le 23 mars, ce dernier se sent conforté par la décision du Comité des droits de l'homme des Nations unies d'estimer recevable la plainte qu'il a déposée contre Madrid pour atteinte à ses « *droits politiques* ». Mais il a peu de chances de devenir le successeur de Carles Puigdemont.

Enquête pour « rébellion et terrorisme »

Le parquet espagnol a ouvert une enquête pour « rébellion et terrorisme » contre une femme, membre du Comité de défense de la République (CDR) de Viladecans, en Catalogne, arrêtée mardi 10 avril, et un homme, encore recherché, pour « *des actes de sabotage (...) conçus pour provoquer un climat d'agitation sociale* ». Les CDR sont des groupes de quartier formés pour défendre l'indépendance. C'est la première arrestation pour « terrorisme » dans l'actuelle mouvance indépendantiste, provoquant une polémique sur la banalisation de ce chef d'accusation.